

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X V I ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission de la défense nationale et des forces armées

— Audition, conjointe avec la commission des Affaires européennes, ouverte à la presse, du Dr Martin Schäfer, ministre plénipotentiaire à l'ambassade d'Allemagne en France, de M. Antonino Cascio, ministre plénipotentiaire à l'ambassade d'Italie en France et de M. Benjamin Saoul, ministre-conseiller aux Affaires étrangères et stratégiques, intérieures et de justice à l'ambassade du Royaume-Uni en France, sur la politique africaine de leur pays respectif.

Mercredi

24 janvier 2024

Séance de 9 heures

Compte rendu n° 35

SESSION ORDINAIRE DE 2023-2024

Présidence

de M. Thomas GASSILLOUD,
*Président de la commission de
la Défense,*

**et de M. Pieyre-Alexandre
ANGLADE,**

*Président de la commission des
Affaires européennes*



La séance est ouverte à neuf heures.

M. le président Thomas Gassilloud. Je remercie le président de la commission des affaires européennes, Pieyre-Alexandre Anglade, d'avoir accepté que sa commission se joigne à la nôtre pour cette audition commune sur les politiques africaines de nos principaux partenaires européens. Nous sommes en effet convaincus qu'une partie de l'avenir de l'Europe se jouera notamment dans sa relation avec le continent africain, et particulièrement dans les domaines sécuritaires.

Nous avons le plaisir d'aujourd'hui d'accueillir le Docteur Martin Schäfer, ministre plénipotentiaire à l'ambassade d'Allemagne en France ; M. Antonino Cascio, ministre plénipotentiaire à l'ambassade d'Italie en France et M. Benjamin Saoul, ministre-conseiller aux affaires étrangères et stratégiques, intérieures et de justice à l'ambassade du Royaume-Uni en France. Je souligne que vous avez accepté tous les trois de vous exprimer en français et je vous en remercie très vivement.

En ces temps où la politique française menée en Afrique fait l'objet de nombreuses réflexions et débats, nous avons pensé qu'il était nécessaire de mieux connaître et comprendre les grandes orientations de la politique africaine de vos pays respectifs et de mettre en exergue leurs similitudes et différences, afin d'en tirer des leçons pour mieux coopérer ensemble. Vos trois pays accordent chacun une place importante à l'Afrique. L'Allemagne a adopté l'an dernier une nouvelle stratégie pour le continent africain, dont nous aurons l'occasion de discuter lors de notre déplacement au Bundestag la semaine prochaine, dans le cadre d'une visite parlementaire de députés et sénateurs.

L'Italie a désigné pour sa part la Corne de l'Afrique comme une priorité de sa politique étrangère et notre commission se rendra également à Rome dans quelques semaines. Enfin, concernant le Royaume-Uni, je relève que le premier dirigeant étranger reçu en visite officielle par le roi Charles III fut, symboliquement, le président sud-africain Cyril Ramaphosa. En outre, Londres accueillera une grande conférence Royaume-Uni-Afrique sur l'investissement en 2024. Mes chers collègues, vous vous souvenez que l'an dernier, nous avons eu l'occasion de nous rendre à Londres, mais également d'auditionner mon homologue Tobias Ellwood, président de la commission de la défense à la Chambre des communes, au sein de notre commission. Nous comptons d'ailleurs relancer en 2024 cette relation interparlementaire.

M. le président Pieyre-Alexandre Anglade. Monsieur le président, je vous remercie d'associer la commission des affaires européennes à la réunion de ce jour. Il me semble effectivement important que nous puissions mener cet échange croisé, tant la dimension européenne est devenue centrale dans la politique africaine. Alors que notre continent fait aujourd'hui l'expérience d'une guerre à haute intensité et qu'une crise majeure secoue le Proche-Orient, l'Afrique ne doit évidemment pas passer au second plan de notre politique nationale et des enjeux européens. Les questions de sécurité liées à ce continent sont évidemment considérables, comme le rappelle la boussole stratégique adoptée par l'Union européenne (UE) en mars 2022.

L'Union européenne déploie actuellement six missions de politique de sécurité et de défense commune (PSDC) sur le continent africain. Elle maintient une relation très complète à travers quarante-sept accords de partenariat économique, conduit un dialogue régulier avec l'Union africaine, ainsi qu'une coopération ambitieuse dans de multiples domaines.

M. Martin Schäfer, ministre plénipotentiaire à l’ambassade d’Allemagne en France. Je vous remercie pour votre invitation, deux jours après cette belle journée franco-allemande que nous célébrons chaque année le 22 janvier. Monsieur le président, votre futur déplacement à Berlin, ainsi que l’invitation de ce jour témoignent de la volonté d’un partenariat approfondi, expression de l’amitié entre la France et l’Allemagne aussi.

En tant que continents voisins, l’Europe et l’Afrique sont étroitement liées sur les plans économiques, politiques, culturels et historiques. Compte tenu de la démographie et des facteurs économiques, l’importance du continent africain est une évidence. D’ici 2050, un quart de la population mondiale vivra ainsi en Afrique, soit presque quatre fois plus qu’en Europe. C’est pourquoi l’Afrique est considérée non pas comme un continent du futur parmi d’autres, mais peut-être comme le continent du futur. Les pays africains sont évidemment déjà des acteurs importants sur la scène internationale. L’action récente de l’Afrique du Sud devant la Cour internationale de justice à l’égard d’un présumé génocide commis par Israël en est une des preuves. Dans ce contexte, le gouvernement fédéral allemand s’est doté en 2014 de lignes directrices pour sa politique vis-à-vis de l’Afrique, et une mise à jour est en cours sous l’autorité du ministère des affaires étrangères. Nous sommes convaincus que nous ne pourrons relever les défis de notre époque qu’en agissant avec nos partenaires africains.

En premier lieu, les premiers défis majeurs rencontrés par l’Afrique concernent le réchauffement climatique et l’approvisionnement énergétique. La pénurie d’énergie touche encore aujourd’hui près de la moitié de la population du continent. Parallèlement, le continent africain subit particulièrement les conséquences du réchauffement climatique. Il est donc dans l’intérêt de tous que les objectifs fixés dans l’accord de Paris soient respectés. De son côté, l’Allemagne a lancé des partenariats sur les sujets de l’énergie et du climat avec une douzaine de pays africains. En 2022, un tiers de notre budget de politique climatique à l’étranger, soit 1,73 milliard d’euros, a été dirigé vers des pays africains.

Dans le cadre de la COP 26, nous avons conclu un partenariat pour une transition énergétique juste (JETP) avec l’Afrique du Sud, en lien avec l’ambassade de France sur place. En juin 2023, un partenariat similaire a été conclu avec le Sénégal lors du sommet de Paris pour un nouveau pacte financier. Mais l’Afrique dispose également d’un grand potentiel pour surmonter le défi du réchauffement climatique et du besoin en ressources énergétiques dans le cadre de la transition énergétique. Le chancelier Scholz a annoncé en novembre 2023 que l’Allemagne fournirait 4 milliards d’euros d’ici 2030 à l’initiative Afrique-UE pour l’énergie verte.

Ensuite, le deuxième défi principal, que nous partageons tous, consiste à atteindre les objectifs de développement durable de l’Agenda 2030 des Nations unies, en faveur de la croissance économique et pour la lutte contre la pauvreté. À cet égard, il reste beaucoup à accomplir, en Afrique comme ailleurs, surtout dans la lutte contre la pauvreté. Les conséquences de la pandémie de Covid et de la guerre d’agression russe contre l’Ukraine ont rendu cette tâche encore plus difficile.

Afin de relever ces défis, l’Allemagne soutient avec détermination une transformation sociale et écologique des systèmes économiques en Afrique. Nous y travaillons par le biais de notre action diplomatique à l’échelle bilatérale – l’Allemagne dispose de quarante-quatre ambassades sur le continent africain – européenne et multilatérale, ainsi que dans le cadre de notre coopération pour le développement.

Mais ces investissements pourraient ne pas suffire à relever ces défis. À notre avis, davantage d’argent est nécessaire, à la fois de l’argent public, mais aussi des

investissements du secteur privé, pour permettre de construire des infrastructures modernes et générant moins d'émissions, par exemple dans les secteurs de l'énergie, de la santé et des transports. Nous partageons d'ailleurs cette vision avec la France.

Pour faciliter ces investissements, notamment du secteur privé, il est souvent nécessaire que les pays partenaires entreprennent des réformes. L'Allemagne a lancé un instrument de coopération multilatérale en 2017, le programme G20 *Compact with Africa*, pour identifier les pays africains les plus aptes à absorber des investissements privés, en ajustant les conditions d'accueil de ces fonds pour générer de la croissance. Le dernier sommet a eu lieu le 20 novembre 2023 à Berlin, en présence de vingt-huit délégations et 700 participants, y compris le Président de la République française.

Enfin, le troisième défi constitue un préalable pour pouvoir relever les deux premiers : la paix et la stabilité. Sans stabilité, les perspectives de croissance, de respect des droits humains et d'adoption des mesures écologiques ne peuvent être qu'éphémères. Notre ministre des affaires étrangères, Annalena Baerbock, est actuellement en visite en Afrique de l'Est, à Djibouti, au Kenya et au Soudan du Sud. Lors de ses entretiens sur place, il sera notamment question des moyens de mieux coordonner les initiatives internationales et européennes de médiation pour mettre fin aux combats au Sahel.

En Afrique, la zone sahélienne est bouleversée par l'instabilité et les coups d'État s'y succèdent. Les pays du Sahel sont confrontés à d'immenses défis, allant des effets du changement climatique à la croissance démographique rapide associée à la pénurie des ressources, en passant par le terrorisme transfrontalier et la criminalité organisée. Nous souhaitons vivement que la région se stabilise et nous sommes prêts à y contribuer. Un « nouveau départ » dans les relations avec l'Afrique est nécessaire et nous aimerons participer à sa création, avec l'ensemble de nos partenaires européens – notamment la France – ainsi que d'autres partenaires internationaux et régionaux, pour favoriser un développement durable, dans le sens le plus large du terme.

Nous restons donc engagés au Sahel, à travers l'aide humanitaire, les mesures de stabilisation et la coopération au développement. Nous voulons nous attaquer aux causes profondes des conflits et aider les populations du Sahel à devenir plus résistantes face au terrorisme et à la criminalité organisée. Parallèlement, nous nous efforçons d'éviter que l'instabilité du Sahel ne se propage aux pays voisins. Dans ce contexte, nous aidons la Mauritanie et les États du golfe de Guinée à stabiliser leurs régions frontalières et à réformer leur secteur de sécurité. Le *leadership* africain et les approches fondées sur des principes (le développement économique, la bonne gouvernance, l'État de droit) sont essentiels dans ce processus.

En conclusion, nous nous retrouvons pris dans une compétition stratégique, à l'échelle mondiale. Une chose est sûre : pour les pays africains, un partenariat avec la Russie n'apporterait ni paix, ni stabilité, et encore moins la démocratie ou la croissance économique. Nous, Européens, devons donc rester engagés dans la région, et mieux communiquer nos efforts. Il faut agir ensemble avec une stratégie commune et mettre notre poids économique, nos liens culturels et historiques et nos partenariats politiques au profit d'un développement propre de notre continent voisin, avec lequel nous partageons une communauté de destin.

Permettez-moi de vous assurer de la volonté forte du gouvernement allemand à participer à cet effort pour établir une approche nouvelle et commune de l'Union européenne en la matière. Les contacts bilatéraux et les pourparlers récents ont ainsi été prometteurs et je suis résolument optimiste quant à l'aboutissement d'un partenariat entre l'Europe et l'Afrique,

respectant nos valeurs et correspondant aux intérêts de tous, des deux côtés de la Méditerranée, afin de contribuer à la stabilité et la sécurité en Europe et en Afrique.

M. Antonino Cascio, ministre plénipotentiaire à l’ambassade d’Italie en France. Je vous remercie de cette opportunité de parler du sujet de l’Afrique, qui est central pour la politique étrangère italienne. Je souscris aux propos de mon homologue allemand sur la nécessité d’une approche impliquant l’Union européenne, mais également d’autres pays partageant nos valeurs, nos principes et notre vision de la scène internationale.

L’Afrique constitue depuis toujours une priorité pour la politique étrangère italienne, en raison des liens historiques, géographiques, économiques et sociaux faisant de mon pays un « pont naturel » entre l’Europe et le continent africain. L’Afrique est aussi une des priorités de notre présidence du G7 pour l’année 2024. Nous savons tous que ce qui intervient en Afrique entraîne des répercussions immédiates sur l’Italie. À titre d’exemple, nous l’avons constaté en 2011 lors de la chute de Kadhafi en Libye, mais également depuis plusieurs années à travers les crises migratoires qui ont frappé l’Europe.

Nos liens les plus étroits portent évidemment avec les pays de l’Afrique du Nord qui s’ouvrent sur la Méditerranée et avec les pays de la Corne de l’Afrique, pour des raisons historiques. Lors des dernières années, nous avons également développé des liens toujours plus étroits avec les pays du Sahel, que nous percevons comme une région stratégique pour l’Italie et l’Europe.

Nous disposons aussi de relations très étroites avec les pays de l’Afrique centrale et australe, comme le Kenya, l’Angola, l’Afrique du Sud ou le Mozambique. À ce titre, la médiation soutenue par l’Italie a joué un rôle important pour la signature en 1992 à Rome des accords qui ont mis fin à la guerre civile dans ce dernier pays. Nous sommes convaincus que se désintéresser de l’Afrique constituerait une grave erreur. L’histoire récente nous enseigne ainsi que dès qu’il y a un vide, d’autres acteurs – pas forcément animés des meilleures intentions envers l’Europe, nos valeurs et nos intérêts – sont immédiatement prêts à le remplir. De plus, les solutions qu’ils proposent ne sont pas non plus les meilleures pour les pays africains.

L’importance stratégique de l’Afrique est évidente, à la mesure de sa croissance démographique, qui verra le continent atteindre 2,5 milliards d’habitants en 2050. Le nombre de travailleurs pourrait quant à lui se situer à 1,1 milliard de personnes, soit plus que la Chine. Pour permettre à cette population de disposer d’une vie digne, la croissance économique devrait être au moins de 6 ou 7 % par an.

L’impact des changements climatiques frappe de manière sévère le continent africain, entraînant l’augmentation du risque d’instabilité en raison des conséquences sur les plans économique, social et politique, l’augmentation des flux migratoires internes et externes sur le continent, ainsi que « l’attractivité » des trafics illicites et de la propagande extrémiste. Un effort conjoint et massif pour accompagner le développement de l’Afrique et en assurer la stabilité est donc nécessaire.

Pour toutes ces raisons, l’Italie est engagée dans le développement d’un partenariat stratégique paritaire et équitable pour promouvoir un développement commun durable dans les trois dimensions environnementale, sociale et économique, respectueux des cultures et des traditions de chacun, tout en restant fidèle à nos principes et valeurs partagées.

Il se matérialise par le plan Mattei, du nom d’Enrico Mattei, le fondateur du groupe énergétique Italien ENI, et l’un des personnages symboles de la coopération et de

l'amitié entre l'Italie et l'Afrique. Il sera discuté à l'occasion du premier sommet Italie-Afrique qui se tiendra à Rome, les 28 et 29 janvier 2024. Ce plan contient six domaines opérationnels : la coopération au développement, les partenariats économiques, les flux migratoires, la transition verte, la paix et la sécurité et les partenariats culturels.

Dans ce cadre, nous essayerons de travailler de manière cohérente sur plusieurs lignes d'action. Je voudrais en particulier attirer votre attention sur quelques secteurs qui revêtent une importance prioritaire. Je pense notamment à la réalisation d'infrastructures de qualité, en ligne avec la stratégie de « Global Gateway » de l'UE. Je pense également au domaine de l'énergie, qui doit quant à lui accorder une attention particulière à la promotion des ressources renouvelables. Cela inclut le développement des biocarburants et la réalisation des réseaux de distribution, des solutions pour l'accumulation de l'énergie.

Nous voulons soutenir la production d'hydrogène vert à partir des ressources renouvelables en mettant l'Italie à disposition comme hub de distribution vers l'Europe, aussi grâce aux réseaux de gazoducs existants. Nous promouvons également l'extraction des matières premières critiques de manière durable, par exemple en développant le recyclage et les « mines urbaines ». Par ailleurs, nous avons l'intention de dédier une partie importante du fonds italien pour le climat, doté de quatre milliards d'euros, à la coopération avec l'Afrique. La lutte contre l'immigration illégale doit quant à elle intervenir par le biais d'une approche holistique unissant l'aide au développement économique, la formation professionnelle et les canaux d'émigration légale. Le gouvernement italien a ainsi prévu 450 000 accès en trois ans pour les migrants professionnalisés.

Nous voulons parvenir à la conclusion d'accords de réadmission avec les pays d'origine et à un soutien aux activités de contrôle et de répression de la migration illégale, en les accompagnant par des activités et des formations qui garantissent aussi le respect des droits humains et des libertés fondamentales. Je rappelle également que l'Italie a toujours plaidé à Bruxelles en faveur de l'augmentation des fonds européens destinés au partenariat avec l'Afrique, notamment dans le secteur migratoire pour soutenir la conclusion d'accords avec les pays d'origine et de transit des flux migratoires.

S'agissant plus particulièrement de la sécurité et de la stabilité de l'Afrique, nous pensons qu'il est nécessaire d'éviter un « dérapage » de l'Afrique en matière de sécurité. L'Italie est particulièrement engagée dans ce secteur, par le biais de ses efforts politiques et diplomatiques et des missions militaires et civiles de soutien aux autorités locales. Nous sommes conscients du défi que représente l'affirmation de l'autorité de l'État sur des territoires très étendus, où survivent souvent des logiques tribales, face à une menace extrémiste qui prospère aussi en raison des carences de l'État et des conditions économiques difficiles.

Notre action est particulièrement centrée sur le Sahel, porte de l'Europe par laquelle passent tous les trafics illégaux qui risquent de mettre en danger la stabilité et la sécurité de notre continent, mais aussi la Corne de l'Afrique et l'Afrique du Nord en général. Nous sommes engagés dans des missions en Libye et en Somalie, et notre action au Niger a naturellement été interrompue par le coup d'État. Nous disposons également d'une base opérationnelle à Djibouti et sommes présents dans de nombreuses opérations multilatérales.

Nous attribuons également une grande importance au rôle que l'Otan peut jouer sur son flanc sud et sommes convaincus que notre approche et à la sécurité euro-atlantique doivent s'inscrire dans une vision à 360 degrés. Il nous semble essentiel que l'Otan développe une stratégie d'engagement avec les pays africains dans les dimensions de la sécurité

coopérative. Nous vivons actuellement une guerre sur le continent européen, mais nous ne devons pas oublier que nous continuons à faire face à des questions de sécurité en Afrique.

Je tiens également à souligner l'excellente coopération que nous avons toujours entretenue avec la France, avec laquelle nous partageons une vision globale des enjeux en Afrique et des intérêts pour le développement, la sécurité et la stabilité du continent africain. Cette priorité stratégique a clairement été soulignée dans le premier article du traité du Quirinal. Je rappelle que l'Italie a participé à la mission de la *task force* Takuba et soutient par exemple l'activité des écoles nationales à vocation régionale françaises en Afrique, notamment à Abidjan et à Niamey.

Aucun pays ne peut répondre seul aux défis que l'Afrique nous propose. Il est donc essentiel de travailler dans le cadre de l'Union européenne, de l'Otan, mais aussi avec nos partenaires comme le Royaume-Uni, pour trouver des solutions communes.

M. Benjamin Saoul, ministre-conseiller aux Affaires étrangères et stratégiques, intérieures et de justice à l'ambassade du Royaume-Uni en France. Je vous remercie à mon tour pour cette invitation, qui m'offre l'occasion de souligner l'importance pour nous de la relation de défense franco-britannique dans le cadre des accords de Lancaster House, mais aussi de la relation unissant votre commission avec le *Defence Select Committee* de la Chambre des communes.

En 2050, plus d'un quart de la population active mondiale et un cinquième de la population mondiale totale vivront en Afrique, continent à très fort potentiel en termes de croissance économique. Onze pays africains connaîtront ainsi cette année une croissance de plus de 5,5 %. Simultanément, l'Afrique fait face à ce que Moussa Faki, le président de la Commission de l'Union africaine, a décrit comme des problèmes bien connus : des récents changements de gouvernement non démocratiques, un accès insuffisant aux financements privés pour le développement, et des taux d'intérêt très élevés. Les effets conjugués de la crise Covid, de l'invasion de l'Ukraine, du changement climatique et de faibles institutions ont aggravé la situation économique sur le continent.

L'instabilité augmente, en particulier dans un arc qui court du Nigéria et du Sahel à l'ouest jusqu'au Soudan et à la Corne de l'Afrique, à l'est. À titre d'exemple, le récent coup d'État au Niger est le neuvième dans la région depuis 2019. Pour le Royaume-Uni, si rien n'est fait, l'instabilité régionale et la fragilité des États risquent d'aggraver les crises humanitaires, d'exacerber la migration irrégulière et, surtout, de compromettre le développement, de créer un espace pour le terrorisme et l'activité d'États hostiles. Ces risques ont un impact direct sur la sécurité et la prospérité du Royaume-Uni, de la France et de l'Europe. Il faut également tenir compte du rôle géopolitique de l'Afrique, qui est le plus grand bloc régional à l'ONU avec cinquante-quatre voix. De même, vingt-et-un des cinquante-quatre pays du Commonwealth sont africains.

Le Royaume-Uni et la France ont tous les deux une longue histoire, des intérêts et des partenariats avec de nombreux pays africains. Nous restons deux des plus grands investisseurs du continent. Nous entretenons des liens diplomatiques, culturels, de développement et de sécurité importants avec les peuples et les États d'Afrique et nous contribuons tous deux de manière significative aux efforts de maintien de paix sur le continent, par le soutien à l'ONU ou aux missions africaines.

Mais l'augmentation de l'intérêt actif pour l'Afrique d'un certain nombre de pays – en particulier la Chine ; l'Inde ; certains états du Moyen-Orient, surtout dans le Golfe ; et

dans une certaine mesure aussi la Russie – conduisent les dirigeants africains à avoir le sentiment de disposer d'un choix de partenaires potentiels plus large que par le passé.

Ensuite, je souhaite vous exposer l'approche du Royaume-Uni en Afrique et nos objectifs sur ce continent, tels qu'ils sont développés dans notre *Integrated Review* publiée en 2021 et mise à jour l'année dernière, soit l'équivalent de la Revue nationale stratégique française. Notre approche réside dans des partenariats constants, établis sur des principes, afin d'assurer la stabilité, une croissance durable et la réduction de la pauvreté. Nous croyons en des partenariats distinctifs et modernes, fondés sur le respect, le choix, le bénéfice mutuel et les intérêts communs, à l'écoute des besoins des pays africains. Ainsi, nous pensons pouvoir construire des partenariats durables avec les pays et les institutions d'Afrique, qui conduiront à un continent plus libre, plus sûr, plus prospère, plus vert et en meilleure santé.

Les objectifs du Royaume-Uni en Afrique visent à promouvoir la démocratie et une bonne gouvernance ; renforcer nos partenariats sécuritaires et de défense ; tisser des liens économiques pour une croissance durable ; rendre la planète plus propre et plus verte ; aider les femmes et les jeunes filles à s'émanciper ; investir dans le développement humain ; soutenir une réponse humanitaire efficace ; approfondir notre coopération scientifique, technologique et pour l'innovation et enfin agir contre les flux migratoires irréguliers.

Je souhaite également aborder notre partenariat avec la France et nos autres partenaires internationaux pour faire progresser notre coopération et notre dialogue avec les dirigeants africains. Nous entendons qu'ils veulent des partenariats authentiques et fondés sur le respect mutuel, qui leur permettent de relever eux-mêmes les défis et de libérer le potentiel de croissance de leur pays. Lors du sommet franco-britannique de mars dernier, le Royaume-Uni et la France se sont engagés à accroître notre coopération bilatérale sur les questions africaines.

Nous voulons également continuer à travailler dans les enceintes multilatérales, notamment le G7, le G20 et le Conseil de sécurité de l'ONU. Cela implique notamment une réforme significative du système multilatéral, afin de mieux refléter les intérêts des pays africains. Nous sommes donc favorables à une grande représentation africaine dans les institutions multilatérales, y compris le Conseil de sécurité. Nous insistons également sur la nécessité de réformer le système financier international. Le sommet du G7 hébergé cette année par l'Italie permettra de mettre l'accent sur l'Afrique. Dans ce cadre, il conviendrait de mieux articuler une offre internationale sur les infrastructures et les investissements, aider la résolution de problèmes tels que la fragilité des États africains, les conflits, le changement climatique ; lesquels sont tous facteurs de migrations à l'intérieur de l'Afrique, mais aussi vers l'Europe. Nous soutenons depuis longtemps une participation africaine au sein du G20 et lors du sommet du G20 à New Delhi en 2023, nous avons progressé en ce sens avec l'intégration de l'Union africaine comme nouveau membre permanent. Enfin, le format P3 (Royaume-Uni, France et États-Unis) est très important dans le cadre africain, en particulier pour mettre en œuvre les politiques de l'ONU.

En dernier lieu, je souhaite revenir sur notre soutien à la démocratie en Afrique, laquelle constitue véritablement une thématique d'actualité, notamment dans le cadre des coups d'État intervenus dans la zone sahélienne. La promotion de la démocratie est la pierre angulaire de notre approche. Nous utilisons notre relation de défense avec l'Afrique pour influencer la trajectoire politique des gouvernements non démocratiques. Par exemple, à la suite du coup d'État survenu au Niger l'année dernière, nous avons suspendu tout soutien bilatéral en matière de défense, en coordination avec nos alliés français et américains, et nous maintenons une position similaire au Burkina Faso et au Mali.

Nous pensons que des institutions démocratiques fortes, des gouvernements responsables qui défendent les droits universels et l'État de droit constituent des éléments clés pour des États sûrs et prospères. Nous travaillons donc à la promotion de ces principes par le biais de nos ambassades en Afrique, par les organisations multilatérales précédemment citées et par nos soutiens aux organismes régionaux, dont la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

Concrètement, le soutien du Royaume-Uni à l'Union africaine sur les affaires politiques de paix et de sécurité s'est élevé à 26 millions de livres sterling en 2022-2023, couvrant par exemple les indemnités versées à la mission africaine de transition en Somalie et les travaux de l'Union africaine sur les transitions politiques et les changements anticonstitutionnels de gouvernement.

Nous soutenons aussi, par exemple, la formation judiciaire autour des élections au Kenya, la gestion de finances publiques au Mozambique, la société civile et la prestation de services au Nigéria et le programme de l'Union africaine sur les conflits et la gouvernance, avec un montant de sept millions de livres dédiés à la protection des femmes, la paix et la sécurité, l'observation électorale et l'alerte précoce en cas de conflits.

Enfin, le Commonwealth représente une institution importante et stratégique pour le Royaume-Uni, qui traite notamment des questions climatiques, économiques et des valeurs démocratiques. Dans ce cadre, vous avez élégamment mentionné l'accueil par le roi Charles III de Cyril Ramaphosa, le président de l'Afrique du Sud, lors de sa visite au Royaume-Uni, l'année dernière.

M. le président Pieyre-Alexandre Anglade. Je cède à présent la parole aux orateurs de groupe.

M. Benoît Bordat (RE). Au nom du groupe Renaissance, je vous remercie pour vos propos liminaires, qui nous permettent d'affiner l'ampleur des enjeux. L'Afrique est incontournable : dans vingt-cinq ans, le continent connaîtra un milliard d'habitants supplémentaires, et le tiers de sa population aura moins de 35 ans. Depuis le discours de Ouagadougou en 2017, la France s'est engagée dans un partenariat renouvelé avec les pays africains, tout en renforçant les liens avec les sociétés civiles et les secteurs privés. Cette refonte a également été au cœur du nouveau sommet Afrique-France de Montpellier en octobre 2021, qui a réaffirmé notre volonté de collaborer sur un pied d'égalité, dans un esprit de réciprocité et de responsabilité.

Nous faisons face à un contexte en constante évolution : la montée des groupes terroristes dans la région sahélo-saharienne et leur expansion territoriale, dans un contexte où les États-Unis se concentrent sur la zone Indopacifique, laissant ainsi l'Europe face à de nouveaux enjeux de sécurité à proximité immédiate. Monsieur Schäfer, l'Europe, la France et l'Allemagne se sont longtemps cantonnées à des liens historiques et géographiques qui, nous l'imaginions, nous conféraient des avantages comparatifs immuables. Mais force est de constater que de nombreux pays africains ont tissé des liens étroits avec la Chine, les pays du Golfe, la Turquie et, dans le domaine de la coopération militaire, avec la Russie. De quelle manière l'approche de l'Allemagne, axée sur le respect mutuel, la réciprocité et la promotion des droits humains peut-elle remodeler les dynamiques actuelles et peut-être atténuer l'influence de la Chine et de la Russie sur le continent ?

M. Laurent Jacobelli (RN). Au nom du groupe Rassemblement national, je vous remercie de vous être exprimés en français, ce qui témoigne d'une marque de respect et d'honneur pour la représentation nationale. Vous avez évoqué des relations bilatérales, voire

trilatérales, notamment sur le continent africain. En Afrique aujourd'hui, face au péril islamiste, aux risques migratoires majeurs, à la lutte d'influence que nous livrent la Russie et la Chine sur le continent, nos nations ont d'évidence tout intérêt à travailler ensemble. Plusieurs des coups d'État militaires ont contraint la France à se retirer des pays où elle était traditionnellement présente, tels le Burkina Faso, le Mali et, plus récemment encore, le Niger. Dans le sillage de ce retrait forcé, nos ambassades et nos personnels diplomatiques ont parfois été la cible d'attaques. Les nouveaux régimes en place, non démocratiques, nous sont profondément hostiles et ils ne s'en cachent pas.

Il s'agit là d'une rupture stratégique majeure pour la France, mais j'imagine aussi pour tous ses partenaires sur le continent africain. Quelle stratégie comptez-vous mettre en place pour y répondre ? Quel sera l'impact sur la poursuite des opérations anti-terroristes que vous menez aux côtés de la France dans certains pays ? Cette nouvelle donne impactera-t-elle votre présence dans les pays africains concernés ?

Votre audition aujourd'hui est très importante pour éclairer certains points. Parfois, le doute peut nous habiter à la lecture d'articles de presse. Par exemple, l'Allemagne aurait hésité à nous livrer des poches de sang à Niamey pour ne pas offenser la junte en place. Qu'en est-il vraiment ?

M. Aurélien Saintoul (LFI-NUPES). Vous avez manifesté une grande convergence de vues entre les positions de vos pays avec celles de la France, puisque nos principes concordent. Vous avez largement brossé le panorama des grands défis qui font face aux pays africains : le développement, la transition écologique et les enjeux démocratiques.

Monsieur Cascio, la France et l'Italie se sont notoirement opposées sur le dossier libyen. Nos pays sont-ils en mesure de faire aujourd'hui converger leurs positions ? La France a apporté un soutien discret, mais néanmoins avéré au général Haftar. Qu'en est-il aujourd'hui de notre capacité à agir de concert sur ce dossier ?

Monsieur Schäfer, je souhaite évoquer la participation de l'Allemagne à la mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM) et à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma). Par exemple, nous avons eu vent du fait que l'Allemagne avait déployé des moyens de renseignement, mais qu'elle n'avait pas forcément toujours été en mesure de transmettre ces renseignements à la Minusma, pour privilégier ses partenaires, notamment états-uniens. Pouvez-vous en dire un peu plus à ce sujet ?

Enfin, Monsieur Saoul, de quelle manière la candidature de pays africains membres du Commonwealth pour intégrer le groupement Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud (Brics) peut-elle avoir un impact sur la stratégie du Royaume-Uni et sa vision du continent ?

M. Jean-Louis Thiériot (LR). La France a été victime d'attaques informationnelles extrêmement importantes en Afrique, en particulier au Sahel, dans lesquelles un certain nombre de nos compétiteurs stratégiques – la Russie notamment – ont joué un rôle important. Avez-vous le sentiment d'être également victimes d'attaques informationnelles ? Quelle stratégie avez-vous mise en œuvre pour lutter contre ces menaces, composantes d'une guerre hybride plus prononcée ?

Monsieur Schäfer, le ministre allemand de la défense, M. Pistorius, s'est rendu en décembre dernier à Niamey au moment où nous étions en train de nous retirer. Quel a été l'objet de cette visite ? Quels ont été ses enseignements ? Monsieur Cascio, de quelle manière

le plan Mattei s'articule-t-il avec la doctrine de défense italienne notamment fondée sur le concept très important de « Méditerranée élargie » ?

Mme Sabine Thillaye (Dem). Vous avez évoqué la nécessité d'accompagner la transformation sociale, pour assurer la stabilité et la paix dans ces pays. Il apparaît que bon nombre des pays africains souffrent du fléau de la corruption au plus haut niveau de l'État. Devons-nous composer avec cet élément, à défaut de valoriser notre idéal de la démocratie « à l'occidentale » ?

Ensuite, les pays européens ont parfois tendance à penser que si l'Afrique a des problèmes, l'Europe dispose des solutions. Ne faut-il pas mettre en œuvre un changement de logiciel dans notre approche du continent ? L'histoire nous a montré que les processus de démocratisation ne peuvent émaner que des pays eux-mêmes et ne peuvent être imposés de l'extérieur.

Mme Anna Pic (SOC). Une page historique des relations de la France avec l'Afrique s'est définitivement tournée au cours des derniers mois, tant du point de vue militaire qu'économique ou politique. Les sociétés africaines se sont transformées et, surtout, mondialisées. Cette nouvelle donne, associée à plus de dix ans de présence militaire française, tantôt salutaire, tantôt chaotique, nous oblige à penser la reconfiguration de nos relations. Alors que notre affaiblissement s'accroît, nombre d'États – dont certains sont des alliés – ont renforcé leur influence. À titre d'exemple, la France a perdu depuis 2017 son statut de premier fournisseur européen du marché africain, dépassée par l'Allemagne, dont les entreprises avaient longtemps préféré se focaliser sur l'Asie ou encore l'Europe de l'est. L'Allemagne fait désormais du continent africain un marché à conquérir et une priorité. De son côté, affaibli pendant par le Brexit, le Royaume-Uni souhaite affirmer sa position en tant qu'investisseur de premier plan en Afrique et accueillera en avril prochain un sommet entre le Royaume-Uni et l'Afrique. Enfin, l'Italie, poursuit un objectif migratoire, mais également d'investissement économique et souhaite relancer ses rapports avec le continent, se focalisant particulièrement sur la Corne de l'Afrique.

En conséquence, cette voie vers le renforcement s'effectue dans une forme de compétition entre pays européens, alors que l'efficacité de notre aide au développement ne peut être que collective. En tant que partenaires de la France, quel regard portez-vous sur le travail que nous avons initié à l'Assemblée nationale pour clarifier nos positions ? Enfin, j'ai bien relevé la volonté des uns et des autres d'une plus grande intégration européenne dans le domaine des actions à destination du continent. Quelle articulation entre les relations bilatérales et la coopération entre organisations régionales et continentales pouvons-nous mener ?

M. Christophe Plassard (HOR). L'histoire complexe de la présence des pays européens en Afrique est vue comme une opportunité pour nos compétiteurs. La repentance de l'Europe vis-à-vis de la colonisation, suivi d'un excès de précaution dans nos partenariats en Afrique, ont laissé le champ libre à des pays dont la stratégie politique de domination est assumée.

Ainsi, nos pays respectifs ne font pas seulement face à une compétition économique et commerciale, mais aussi à une contestation diplomatique et militaire, notamment de la part de la Russie et la Chine. La présence financière et militaire de ces deux pays en Afrique est plus prononcée que jamais. Leur objectif est simple : mettre en place une colonisation économique du continent en dénonçant, par le biais de la propagande et de la désinformation, la responsabilité de nos pays en raison d'événements survenus il y a

maintenant plus d'un siècle. Ce n'est pas seulement la France qui est visée : l'Europe tout entière est désignée comme l'ennemi de l'Afrique par ces régimes autoritaires.

Au-delà de la réaffirmation de votre volonté de maintenir des relations diplomatiques et commerciales fortes avec l'Afrique, vos gouvernements respectifs ont-ils entrepris des mesures pour contrer ces opérations de propagande et de déstabilisation, et par quels moyens ? Un partenariat entre nos pays est-il envisageable pour combattre le spectre de la désinformation et de la propagande ?

M. Martin Schäfer. Je vous remercie de me donner l'occasion de répondre aux rumeurs concernant un présumé manque de coopération de l'Allemagne au sujet de ces fameuses poches de sang. Je vous indique très clairement que ces rumeurs sont fausses, ainsi que les militaires français de très haut niveau l'ont reconnu. De même, le soutien de l'armée allemande lors du retrait des forces françaises du Niger a été patent.

Monsieur Thiériot, vous m'avez interrogé sur la présence du ministre Pistorius à Niamey. À ce sujet, je suis tenté de vous soumettre une citation de Winston Churchill : « *If two people agree on everything, one of them is unnecessary* », soit « *Si deux personnes ont la même opinion, l'une d'entre elles est de trop* ». Il me semble que si nous partageons les mêmes points de vue concernant la situation illégale au Niger, nous pouvons diverger dans l'approche pour faire en sorte que nos intérêts soient sauvegardés. Le ministre Pistorius a décidé de se rendre à Niamey dans l'intention, entre autres, de servir d'interlocuteur entre ~~la foule de sa présence au sommet de~~ la CEDEAO et le Niger, pour offrir des propositions de ~~médiation~~, faire en sorte que la querelle entre la CEDEAO et le Niger puisse se résoudre et s'assurer que le retrait des troupes allemandes et étrangères se réalise de manière digne, organisée et sécurisée.

Compte tenu de la nécessité pour la France de reconfigurer assez profondément sa politique à l'égard de l'Afrique, et surtout l'Afrique francophone, il existe une opportunité pour nous tous de nous mettre d'accord et de définir des objectifs communs en tant qu'Européens. Ensuite, Madame Pic, vous avez dénoncé une approche commerciale agressive de l'Allemagne. Je tiens à vous rappeler qu'au sein des échanges commerciaux de l'Allemagne avec le monde entier, la part de l'Afrique ne représente même pas deux pourcent. En outre, fort de mon expérience d'ambassadeur d'Allemagne à Pretoria, je peux vous indiquer que la moitié de ces échanges sont réalisés avec l'Afrique du Sud, pour des raisons historiques. Au-delà, nous pensons effectivement que les échanges commerciaux constituent un facteur positif pour le développement de tous.

Par ailleurs, je ne suis pas en mesure de parler ici, en public, de l'échange des renseignements au Mali dans le cadre de la Minusma et de l'EUTM, dans la mesure où il s'agit de questions opératives confidentielles. Il faudrait trouver un autre forum pour évoquer cette question.

S'agissant des attaques informationnelles et de la propagande, il est exact que dans certains pays d'Afrique, la France représente une cible particulièrement claire pour ceux qui poursuivent d'autres objectifs que les nôtres en matière de développement durable du continent. Je peux vous assurer qu'il existe déjà entre la France et l'Allemagne des coopérations pour analyser les risques et les dangers des attaques informationnelles et pour contrarier la propagande et les *fake news*.

Madame Thillaye, vous avez mentionné la corruption en Afrique, que j'ai pu notamment observer lorsque j'étais en poste en Afrique du Sud. Il est ainsi estimé que 5 à 6 % du PIB du pays ont été détournés pendant près de dix ans, lors de ce que les Africains du Sud

eux-mêmes appellent « State capture ». Je peux vous assurer que la découverte et le traitement de cette question par les médias libres et la société civile du pays ont été admirables et respectables. Ceux-ci ont ainsi conduit le gouvernement et les autorités judiciaires à traquer les criminels et à combattre ce fléau de la corruption comme il se doit.

Il est certain que la corruption existe en Afrique, comme elle existe sur tous les autres continents. Il nous appartient tous de combattre ce fléau au nom de nos valeurs communes, ce qui passe notamment par le renforcement des institutions de nos partenaires africains. Telle a été l'approche européenne en Afrique du Sud, qui doit également s'appliquer dans d'autres pays du continent, afin que la corruption ne contrarie pas la croissance économique et le bien-être des sociétés.

M. Antonino Cascio. S'agissant de l'attitude des pays européens, et comme je l'ai indiqué précédemment, il n'existe pas selon nous de solutions nationales aux enjeux posés par l'Afrique. Cette réponse est cohérente avec l'histoire de l'Italie, ainsi que son engagement dans la construction européenne et les institutions internationales. La compétition entre entreprises pour la conquête de marchés est par ailleurs normale, mais je rappelle que nos échanges commerciaux avec l'Afrique représentent plus ou moins la moitié de nos échanges avec la France. Enfin, la balance commerciale italienne avec l'Afrique est très déficitaire, à la différence de celle de la France.

Nous sommes convaincus de la nécessité d'une action de l'UE à destination du continent africain. À ce titre, nous avons agi à Bruxelles pour réserver à l'Afrique des ressources au sein de l'instrument de politique étrangère de l'Union européenne et de la facilité pour la paix. À ce titre, j'ai précédemment évoqué les moyens opérationnels mis à disposition par l'Italie pour la *task force* Takuba. De même, l'action dans le cadre du G7, du G20 et des Nations Unies nous apparaît essentielle.

S'agissant de ce qui a été défini comme une rupture stratégique majeure dans les pays du Sahel, s'il existe des nuances entre les pays dans la manière de procéder, nous sommes tous convaincus que la pire erreur serait de laisser un vide, que nos compétiteurs ne manqueraient pas de remplir pour proposer des solutions qui ne sont évidemment pas les bonnes pour les pays de la région et qui représentent un danger pour notre sécurité, notre stabilité et nos intérêts.

Je suis par ailleurs d'accord avec mon collègue allemand au sujet de la corruption et de sa mesure, qui sera notamment traitée dans le cadre du prochain G7. Nous luttons contre la corruption grâce aux programmes d'assistance aux autorités locales et plutôt que de mettre fin à la coopération avec les pays concernés, nous préférons continuer à interagir, en essayant le plus possible de réduire cette corruption et de permettre à ces pays de combattre ce fléau de manière efficace, notamment en soutenant la société civile.

La problématique de la propagande et de la désinformation constitue un enjeu commun, même si la France est évidemment un des pays les plus exposés dans les pays du Sahel. L'Italie n'est pas non plus épargnée par le phénomène. Je me souviens ainsi avoir lu dans plusieurs journaux français que l'attaché militaire italien à Niamey avait été décoré par la junte militaire. Ceci n'est pas exact : il avait reçu une décoration de l'ancien président Bazoum. Dans le cadre du G7, l'une des questions prioritaires portera sur l'intelligence artificielle et la manière dont elle peut aussi être utilisée pour contrer la désinformation ou la propagande négative.

Pour autant, il faut veiller à ne pas trop se concentrer sur nos compétiteurs et critiquer les pays qui dialoguent avec la Chine ou la Russie. Nous devons plutôt les convaincre que nos solutions sont meilleures que les leurs.

Par ailleurs, le plan Mattei et notre doctrine de Méditerranée élargie font partie de la même vision stratégique, face aux mêmes défis sécuritaires et du développement économique et social. En réalité, ces dimensions sont liées et nous participons par exemple à des missions militaires en Afrique, mais aussi en Méditerranée ou en mer Rouge, où nous venons de soutenir le lancement de l'opération Aspides de l'Union Européenne en compagnie de la France et de l'Allemagne.

Le plan Mattei et les premiers sommets Italie-Afrique sont certes des initiatives nationales, mais elles ont pour objet de lancer un processus qui puisse être développé au niveau européen. Je salue également la présence de notre collègue britannique pour signaler que nous devons également coopérer au sein d'autres instances comme l'Otan ou le Conseil de sécurité de l'ONU.

En raison de notre longue expérience en Libye, nous sommes conscients qu'il s'agit d'un pays compliqué, qu'il faut bien connaître. Par le passé, cela a conduit à des points de vue différents entre Rome et Paris ; mais désormais, la coopération est bien établie, dans une vision largement partagée.

M. Benjamin Saoul. Vous nous avez notamment interrogé sur le défi géopolitique posé par la Chine et la Russie. Il est exact que la Chine est perçue sur le continent africain comme une opportunité économique et géopolitique. Je partage plutôt les propos de mon collègue italien : notre approche consiste à établir un dialogue très franc avec la Chine sur l'ensemble des enjeux internationaux, notamment en Afrique. Simultanément, nous devons effectuer une proposition plus fiable, plus attractive, plus cohérente et plus convaincante pour nos partenaires africains, qui doivent ensuite choisir le chemin qu'ils souhaitent emprunter. Il nous faut également être francs avec eux et leur dire que le choix de l'approche proposée par la Chine entraîne des conséquences, qu'il leur faudra assumer. Cependant, notre objectif en termes d'offres de financement, d'investissement et de transparence se fonde sur le respect mutuel et nous devons les encourager à opérer d'autres choix.

Le sujet de la Russie est intimement lié à la lutte informationnelle évoquée par M. Plassard. La désinformation est souvent menée par des organisations privées telles que Wagner, dont les activités présentent évidemment des risques importants et visent à discréditer la France, des partenaires européens ou les Nations Unies, tout en essayant de présenter leur approche et leurs opérations comme des réussites. Nous prenons ces risques très au sérieux et menons une stratégie de lutte, dont le premier objet consiste à exposer publiquement au maximum ces efforts de désinformation. Si tel n'est pas possible, nous les exposons en privé à nos partenaires africains. Nous disposons à ce titre de capacités très spécifiques pour y parvenir.

Ce risque de désinformation n'est pas limité à l'Afrique ; il est global et se rencontre notamment dans les Balkans, qui sont soumis à la désinformation russe et aux menaces hybrides. Nous aidons également nos partenaires à construire des capacités locales pour leur permettre de surveiller et d'agir contre ces efforts. Nous considérons par ailleurs l'utilisation d'autres outils, tels que les sanctions, qu'elles soient individuelles ou collectives. Enfin, nous nourrissons un dialogue très appuyé avec le gouvernement français dans ce

domaine. Il s'agit d'ailleurs d'une des priorités établies en politique étrangère et de défense par le sommet de mars 2023 et nous conduisons un groupe de travail spécifique sur ce sujet.

Je souhaite également aborder la question de la déstabilisation du Sahel et des coups d'État, mentionnée par M. Jacobelli. Nous ne pouvons pas nous contenter de tourner le dos au Sahel. Je rappelle qu'en 2022, 43 % des morts causés par le terrorisme dans le monde ont eu lieu dans cette région sahélienne. Notre approche consiste à travailler avec nos partenaires africains dans cette zone, en particulier le Nigéria et le Ghana. Nous disposons ainsi d'équipes de formation militaire et de défense sur place, pour offrir un appui à nos partenaires africains, avec des mandats limités et des contraintes temporelles et politiques claires. Nous n'agissons pas dans une logique d'intervention militaire opérationnelle directe, mais dans une logique de formation. Nous menons aussi des politiques de développement très sophistiquées dans ces pays et travaillons également avec les partenaires régionaux. Dans le cadre de la réponse à la crise au Niger l'année dernière, notre approche a consisté à écouter les analyses de la Cedeao et du Nigéria et à agir en fonction de leurs demandes.

M. Saintoul a posé une question spécifique sur la candidature de certains pays africains du Commonwealth pour rejoindre les Brics. Si telle est leur volonté, nous respectons ce choix souverain. De notre côté, nous leur proposons un partenariat fort, fiable, transparent, de respect mutuel, en veillant à ne pas les limiter à un choix exclusif du type « eux ou nous ». Au contraire, nous sommes encouragés à renforcer nos propositions.

Au-delà du Nigéria et du Ghana, le Kenya constitue un pays clef pour nous et la visite du roi Charles III dans ce pays a été extrêmement symbolique et importante. Nous coopérons également avec l'Éthiopie.

Enfin, nous sommes naturellement d'accord sur l'importance de lutter contre la corruption en Afrique. Cette lutte fait d'ailleurs partie de nos efforts de développement et nous avons publié à la fin de l'année dernière un Livre blanc sur le développement international, qui aborde ces thématiques. Nous conduisons des programmes conséquents sur la gestion et la réforme des finances publiques en Afrique, qui s'attachent particulièrement à ces questions de corruption.

Un autre aspect a déjà été évoqué par plusieurs membres de votre commission. Nous envisageons également le dialogue économique avec l'Afrique, notamment à travers le sommet sur l'investissement que nous avons organisé pour la première fois en 2020, comme un moyen d'aborder ces thématiques dans un contexte où nous expliquons que la lutte contre la corruption est non seulement essentielle pour les sociétés africaines, mais également pour la croissance économique et donc leur secteur privé. Cette approche nous semble plus efficace que de simplement aborder la corruption comme une problématique seulement politique ou sociétale.

Mme Brigitte Klinkert (RE). Notre engagement à tous sur le continent africain est important, notamment pour lutter contre l'influence de la Russie et la Chine et pour assurer la paix et la sécurité. L'Allemagne a décidé de s'engager de manière significative. Monsieur Schäfer, vous avez évoqué la stratégie franco-allemande et européenne de renouvellement des relations avec l'Afrique. Quelle est selon vous la place de la diplomatie parlementaire ? En particulier, comment l'assemblée parlementaire franco-allemande peut-elle y contribuer ?

Mme Mélanie Thomin (SOC). Monsieur Cascio, vous avez abordé assez longuement dans votre intervention le plan Mattei, ainsi que le contenu des accords associés.

Quel changement de paradigme ces accords engendreront-ils dans les relations entre l'Italie et le continent africain ? Quelles sont les attentes du parlement Italien en la matière ?

Monsieur Saoul, que traduisent politiquement la suppression du département du développement international et sa fusion avec le ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, survenue en 2020 ? À travers cette fusion, le Royaume-Uni a-t-il fait le choix de se détourner de l'enjeu du développement en Afrique ?

Mme Jacqueline Maquet (RE). Monsieur Saoul, le sommet sur l'investissement prévu à Londres en avril 2024 témoigne de l'engagement du Royaume-Uni à renforcer ses liens économiques avec le continent africain. Dans ce contexte, comment le gouvernement britannique envisage-t-il de concilier ses objectifs économiques en Afrique avec les besoins de développement du continent et comment cette stratégie s'intègre-t-elle dans le cadre plus large de la politique étrangère de votre pays ?

M. Frank Giletti (RN). En octobre et novembre 2023, sa majesté le roi Charles III s'est rendu au Kenya pour une visite de trois jours, soulignant ainsi les liens anciens qui unissent votre pays et ce dernier. Le Kenya, membre du Commonwealth depuis 1963, est en effet l'un des principaux partenaires commerciaux de Londres et de nombreuses entreprises britanniques s'y sont implantées avec succès. Ensuite, le Royaume-Uni voit, à des degrés divers, sa présence militaire remise en cause sur le continent africain, au même titre que la France. De quelle manière Londres analyse cette situation et compte y répondre dans les pays où le Royaume-Uni est implanté militairement ?

M. Martin Schäfer. Mme la députée Klinkert, dans toute démocratie, les parlementaires sont les élus du peuple souverain. En tant que représentant du gouvernement allemand, je ne me sens pas légitime pour émettre des propositions sur l'agenda de votre coopération bilatérale avec l'Allemagne. Cependant, je suis assez convaincu que si les parlementaires français et allemands choisissent d'aborder le sujet de l'Afrique, il me semble que le gouvernement allemand le considérerait avec beaucoup de bienveillance. Nous estimons que nous devons porter des valeurs, y compris auprès de l'Afrique, au premier rang desquelles figurent la défense de la démocratie parlementaire et la séparation des pouvoirs.

Je souhaite en outre revenir sur la question des poches de sang pour rappeler qu'il existe depuis près de dix ans un accord sur l'échange de sang entre les armées allemandes et françaises. Heureusement, il n'a pas dû à être activé à ce moment-là, mais je peux vous assurer que si cela s'était avéré nécessaire, des poches de sang auraient été bien disponibles.

M. le président Thomas Gassilloud. Je rappelle que dans le cadre des rencontres de Saint-Denis, l'organisation d'assises de la diplomatie parlementaire a été actée, dont la date est en cours de fixation entre la présidente de l'Assemblée nationale et le président du Sénat. Ces rencontres devraient intervenir dans les prochaines semaines et permettront d'aborder ces sujets, dont la place que pourraient jouer l'assemblée parlementaire franco-allemande, les groupes d'amitié ou les échanges entre les commissions.

M. Antonino Cascio. Madame Thomin, le plan Mattei a pour ambition d'établir un partenariat stratégique, paritaire et équitable, qui porte à la fois sur les investissements, les relations commerciales et l'aide au développement dans un cadre bilatéral et multilatéral. Au-delà, nous voulons établir un nouveau paradigme pour souligner que face aux défis auxquels nous sommes confrontés, nous ne pouvons agir qu'ensemble. Par exemple, le changement climatique représente un défi pour l'Afrique comme pour l'Europe. En lien avec celui-ci figurent les enjeux de l'innovation, notamment en matière énergétique, mais également ceux des infrastructures.

Par exemple, l'amélioration de la production d'électricité en Afrique représente une problématique non seulement pour l'Afrique, mais aussi pour l'Italie et pour l'Europe. Puisque les problèmes sont communs, les solutions doivent également être communes, et elles doivent être débattues avec les pays intéressés, plutôt qu'imposées à ces derniers.

M. Benjamin Saoul. Madame Thomin, vous m'avez interrogé sur la fusion du ministère chargé du développement avec celui des affaires étrangères. Il ne s'agit pas de tourner le dos à l'Afrique, mais bien au contraire de placer l'aide au développement au centre de notre politique internationale. Désormais, l'aide au développement est intégrée à chaque élément de la politique internationale du Royaume-Uni. Cette fusion a ainsi pour objet de produire un effet maximal sur nos intérêts, nos valeurs et nos priorités. Je souligne d'ailleurs que cette fusion tend à nous rapprocher de l'organisation qui est à l'œuvre en France, puisque l'Agence française de développement (AFD) fait partie du ministère des affaires étrangères.

Cette réorganisation est plus utile en termes d'organisation et de coordination. L'intégration de l'aide au développement au sein de notre activité diplomatique nous semble être une approche plus cohérente sur le long terme, d'autant plus que la croissance économique est de plus en plus liée – et particulièrement en Afrique – à la sécurité, la stabilité, le changement climatique et la résilience des États. Cette réorganisation ministérielle correspond vraiment à la situation et aux besoins sur le terrain et nous permet d'être plus efficaces. Si vous en avez le temps, je vous invite à lire le Livre blanc que nous avons publié à la fin de l'année dernière, l'*International Development White Paper*, qui met à jour notre approche du développement international de manière très globale et très complète.

Ensuite, le premier sommet Royaume-Uni-Afrique sur l'investissement a eu lieu en 2020 et le prochain interviendra en 2024. Celui-ci souligne notre intérêt pour renforcer et faire évoluer nos liens économiques avec le continent africain. Cette année, notre objectif consiste à approfondir nos partenariats modernes d'investissement, afin de stimuler la prospérité des États africains en intégrant de plus en plus le secteur privé dans ces échanges. De fait, le développement du secteur privé en Afrique est absolument crucial pour la croissance économique durable du continent.

Monsieur Giletti, je comprends l'intérêt que vous portez pour le Kenya, où nous disposons d'une unité, la *British Army Training Unit Kenya*, qui permet de former nos forces dans le contexte africain. Il convient également de mentionner la *British Peace Support Team*, dirigée par un général de brigade britannique qui assure une formation en matière de *capacity building* non seulement pour le Kenya, mais aussi pour plusieurs pays africains qui nous le demandent. L'objectif consiste ici à préparer au mieux les Africains à participer aux missions de maintien de la paix, au sein de l'Union africaine ou de l'ONU. Nous disposons également d'une organisation similaire en Afrique de l'Ouest, établie au Nigéria et nous effectuons également des interventions à petite échelle au Ghana, toujours à la demande de ces pays. Notre rôle est ainsi un rôle d'appui et non de *leadership*.

M. le président Thomas Gassilloud. Je remercie à nouveau Pieyre-Alexandre Anglade pour cette audition commune, ainsi que nos trois invités du jour pour ces échanges qui non seulement éclairent utilement notre cycle de travaux sur l'Afrique, mais constituent également une bonne introduction au développement de nos relations parlementaires internationales au travers des déplacements nous aurons l'occasion d'effectuer lors des prochaines semaines.

*

* *

La séance est levée à dix heures cinquante.

*

* *

Membres présents ou excusés

Présents. - M. Jean-Philippe Ardouin, M. Christophe Bex, M. Christophe Blanchet, M. Benoît Bordat, M. Hubert Brigand, M. Yannick Chenevard, M. François Cormier-Bouligeon, Mme Christelle D'Intorni, M. Yannick Favennec-Bécot, M. Jean-Marie Fiévet, M. Thomas Gassilloud, M. Frank Giletti, M. Laurent Jacobelli, M. Jean-Michel Jacques, M. Loïc Kervran, M. Jean-Charles Larsonneur, Mme Anne Le Hénanff, Mme Gisèle Lelouis, Mme Patricia Lemoine, Mme Jacqueline Maquet, Mme Alexandra Martin (Alpes-Maritimes), Mme Pascale Martin, M. Pierre Morel-À-L'Huissier, M. Christophe Naegelen, Mme Anna Pic, M. Julien Rancoule, M. Aurélien Saintoul, M. Michaël Taverne, M. Jean-Louis Thiériot, Mme Sabine Thillaye, Mme Mélanie Thomin, Mme Corinne Vignon

Excusés. - M. Xavier Batut, M. Julien Bayou, Mme Valérie Bazin-Malgras, M. Frédéric Boccaletti, Mme Yaël Braun-Pivet, M. Steve Chailloux, Mme Cyrielle Chatelain, Mme Caroline Colombier, M. Jean-Pierre Cubertafon, Mme Martine Etienne, M. Emmanuel Fernandes, Mme Anne Genetet, M. Christian Girard, M. Bastien Lachaud, Mme Delphine Lingemann, M. Sylvain Maillard, M. Olivier Marleix, Mme Josy Poueyto, Mme Natalia Pouzyreff, Mme Valérie Rabault, M. Fabien Roussel, Mme Isabelle Santiago, M. Mikaele Seo, M. Bruno Studer

Assistaient également à la réunion. - M. Michel Herbillon, M. Christophe Plassard